

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1282

20 mai 2014

SOMMAIRE

A-Syst S.A.	61535	La Financière Alton S.A.	61493
Brain Centred Training	61528	La Financière Alton S.A.	61493
Diplomatic and Business Protection Group	61533	La Financière Alton S.A.	61493
Dynamic Plus Equity Fund (Lux) SIF SI- CAV S.A.	61530	Landsbanki Holding Europe S.A.	61493
EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l.	61531	Leorado Commissionnaire International (en abrégé: L.C. International) Sàrl	61494
EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.	61531	Longsol Luxembourg S.à r.l.	61515
GEM	61492	Lux Art Déco S.à r.l.	61493
GemeloLux S.A.	61507	Luxembourg Irtys Petroleum Sàrl	61492
GemeloLux SICAV - FIS	61507	Mega Brands International	61494
GGI Lux S.à r.l.	61492	Mega Brands International	61495
Groupe Alpha	61491	Mega Brands International	61494
Hausimmo Sàrl	61490	Mega Brands International	61495
Hausimmo Sàrl	61490	Mega Brands International	61495
Hausimmo Sàrl	61490	Mega Brands International	61495
Health and Learn (SPF) S.A.	61490	Primidi Investments S.à r.l.	61525
Health and Learn (SPF) S.A.	61491	Rita Mar S.A.	61536
Hiberint S.A.	61490	Sairam Shipping S.A.	61536
Hongjing International Trade	61491	Silver Sea Properties (Hailsham) S.à r.l.	61536
IAB Financing S.à r.l.	61492	Sogefo S.A. Holding	61536
I.D. Trading GmbH	61491	Taché Investments S.A.	61535
Immocrea S.A.	61491	Tracol Façades S.A.	61524
IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l.	61500	US Pharmacia S.à r.l.	61495
KWASA Prisma 1 S.à r.l.	61496	Voltaire Investissements S.A.	61534

Hausimmo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
R.C.S. Luxembourg B 105.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014040795/10.

(140047492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hausimmo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
R.C.S. Luxembourg B 105.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014040796/10.

(140047592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hausimmo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
R.C.S. Luxembourg B 105.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014040798/10.

(140047594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Health and Learn (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 87.437.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mars 2014. Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014040799/10.

(140047168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hiberint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 157.855.

EXTRAIT

Le 14 mars 2014, les associés ont pris la décision suivante:

A été prolongé le mandat de l'administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2020.

Il est à noter que:

L'adresse de l'administrateur (Mr. Mathieu VILLAUME) est la suivante: 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Par extrait conforme
La Société

Référence de publication: 2014040801/14.

(140047445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Health and Learn (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.437.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014040800/10.

(140047169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hongjing International Trade, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 34A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 124.924.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Hongjing International Trade Sàrl

Signature

Référence de publication: 2014040788/12.

(140046883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

I.D. Trading GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5290 Neuhäusgen, 6, rue de la Carrière.

R.C.S. Luxembourg B 133.379.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040804/10.

(140047503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Immocrea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 134.996.

Je vous informe de ma démission de mon mandat d'administrateur du Conseil d'administration de la société Immocrea S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

MORANDINI Alberto.

Référence de publication: 2014040807/10.

(140047616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Groupe Alpha, Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 80, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 164.224.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-9711 Clervaux, le 30 août 2013.

Thierry Tordeurs

Administrateur

Référence de publication: 2014040780/12.

(140047436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

GGI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 142.991.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la société en date du 13 mars 2014 que

- la démission de Madame Céline Pignon en qualité de gérant A de la Société, avec effet au 1^{er} août 2013, est acceptée;
- la démission de Monsieur Gregory Spencer Thomas en qualité de gérant B de la Société, avec effet au 13 mars 2014, est acceptée;

- Monsieur Livio Gambardella, né le 2 Décembre 1975 à Terlizzi (Italie) et résidant professionnellement au 16 Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg est nommé en qualité de gérant de classe A de la Société, avec effet au 1^{er} août 2013, pour une durée illimitée;

- Monsieur Michael Terence Cassidy, né le 23 juin 1964 à New York (Etats-Unis), demeurant Athena Court, West Islip, New York, 11795, Etats-Unis, est nommé en qualité de gérant B de la Société, avec effet au 13 mars 2014, pour une durée illimitée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040775/21.

(140047320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

GEM, Société Anonyme.

Siège social: L-8088 Bertrange, 9, Domaine des Ormilles.

R.C.S. Luxembourg B 112.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040774/9.

(140047053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

IAB Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 139.628.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040816/10.

(140047254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Luxembourg Irtysh Petroleum Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: USD 16.626,33.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 146.697.

Extrait rectificatif des résolutions de l'actionnaire unique de la société prises en date du 11 février 2014

Contrairement à ce qui a été publié en date du 14 février 2014 sous la référence L140028789, il convient de noter que le nom de la nouvelle gérante de la société est Mme Dong Qiu.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014040868/14.

(140047539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

La Financière Alton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 81.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040869/10.

(140047247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

La Financière Alton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 81.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040870/10.

(140047248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

La Financière Alton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 81.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040871/10.

(140047590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Landsbanki Holding Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 110.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040872/10.

(140047575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Lux Art Déco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 137.993.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mars 2014

Il résulte du contrat de cession des parts sociales du 18 février 2014, que madame GOEDERT Christiane a cédé ses 500 parts sociales et n'est plus associée dans la société Lux Art Deco Sàrl.

Les 500 parts sociales de la société Lux Art Déco Sàrl sont actuellement détenues de la manière suivante:

- Madame BOKOMBA Ezenga, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8281 Kehlen, 9, Juddegaass, 100 parts sociales;
- Madame BOKOMBA Nita, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8281 Kehlen, 9, Juddegaass, 100 parts sociales;
- Madame BOKOMBA Nkumu Longange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8281 Kehlen, 9, Juddegaass, 100 parts sociales;
- Madame BOKOMBA Mpea Nsongo, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8281 Kehlen, 9, Juddegaass, 100 parts sociales;

- Monsieur BOKOMBA Moyikoli Kassa-Kassa, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8281 Kehlen, 9, Jud-degaass, 100 parts sociales:

Les associés ont décidé:

- d'accepter la démission de madame GOEDERT Christiane en tant que gérante de la société;
- de nommer madame BOKOMBA Ezenga comme gérante administrative avec effet au 14 mars 2014 pour une durée illimitée;
- de transférer le siège social du 25, rue St.-Ulric, L-2651 Luxembourg, au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, à partir du 14 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Les associés

Référence de publication: 2014040866/31.

(140047074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Leorado Commissionnaire International (en abrégé: L.C. International) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 151.905.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Delphine MUNIER.

Référence de publication: 2014040863/11.

(140047480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040905/13.

(140046815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040906/13.

(140046818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.
R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040907/13.

(140046819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.
R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040908/13.

(140046824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.
R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040909/13.

(140046826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

US Pharmacia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 99.517.

EXTRAIT

En date du 19 mars 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Raluca Gruiosu, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Igor Ismagilov, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041150/15.

(140047591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

KWASA Prisma 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 111.250,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 185.069.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of February.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KWASA Europe S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.183 (the "Sole Shareholder"),

hereby duly represented by Mr. Guillaume Maurin, with professional address at 10-12 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of KWASA Prisma 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, and in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on 21 February 2014, not yet published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation.

II.- That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 98,750 (ninety-eight thousand seven hundred fifty Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred fifty Euros) by the issue of 98,750 (ninety-eight thousand seven hundred fifty) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 888,750 (eight hundred eighty-eight thousand seven hundred fifty Euros) payable on the share premium account of the Company, out of which an amount of EUR 11,125 (eleven thousand one hundred twenty-five Euros) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by KWASA Europe S.à r.l. of all the new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 98,750 (ninety-eight thousand seven hundred fifty Euros) so as to raise the share capital from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred Euros) by the issue of 98,750 (ninety-eight thousand seven hundred fifty) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 888,750 (eight hundred eighty-eight thousand seven

hundred fifty Euros) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), out of which an amount of EUR 11,125 (eleven thousand one hundred twenty-five Euros) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid-up by a contribution in kind made by the Sole Shareholder and consisting of a receivable in an amount of EUR 987,500 (nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euros) (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mr. Guillaume Maurin, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Shares. The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares as well as the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through a contribution in kind as described below.

Description of the contribution

The contribution made by the Sole Shareholder, in exchange of the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to EUR 987,500 (nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euros).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 27 February 2014, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it as a formality of registration.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

1. Mr. Graeme Jenkins, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Class A Manager;

2. Mr. Daniel Bley, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Class A Manager;

3. Mr. Mohamad Hafiz Bin Kassim, with professional address at Level 22, EPF Building, Jalan Raja Laut, 50350 Kuala Lumpur, Malaysia, Class B Manager; and

4. Mr. Kamarulzaman Bin Hassan, with professional address at Level 22, EPF Building, Jalan Raja Laut, 50350 Kuala Lumpur, Malaysia, Class B Manager.

all represented here by Mr. Guillaume Maurin, prenamed, by virtue of a proxy contained in a statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- KWASA Europe S.à r.l.: 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The notary acts that the 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend article 5 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's share capital is set at EUR 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred Euros) divided into 111,250 (one hundred eleven thousand two hundred) shares of EUR 1 (one Euro) each."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-septième jour du mois de février.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

KWASA Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 179.183 (l'«Associé Unique»),

ici dûment représentée par M. Guillaume Maurin, avec adresse professionnelle sise au 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I - La partie comparante est l'associé unique de KWASA Prisma 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 21 février 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

II - Que les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 98.750 EUR (quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 111.250 EUR (cent onze mille deux cent cinquante Euros) par l'émission de 98.750 (quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de 888.750 EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille sept cent cinquante Euros) payable sur le compte de prime d'émission de la Société, dont un montant de 11.125 EUR (onze mille cent vingt-cinq Euros) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature;

3. Souscription et libération par KWASA Europe S.à r.l. des nouvelles parts sociales par voie d'apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de renoncer à son droit à une convocation préalable à la présente assemblée, l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et par conséquent accepte de délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 98.750 EUR (quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 111.250 EUR (cent onze mille deux cent cinquante Euros) par l'émission de 98.750 (quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 888.750 EUR (huit cent quatre-vingt-huit mille

sept cent cinquante Euros), payable sur le compte prime d'émission de la société (la «Prime d'Emission»), dont un montant de 11.125 EUR (onze mille cent vingt-cinq Euros) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature réalisé par l'Associé Unique et consistant en une créance d'un montant total de 987.500 EUR (neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros) (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et la libération par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission par voie de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par M. Guillaume Maurin, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire les Nouvelles Parts Sociales. L'émission des Nouvelles Parts Sociales est également sujette au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts Sociales ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

Description de l'apport

L'apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission, est composé de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 987.500 EUR (neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 27 février 2014, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

1. M. Graeme Jenkins, dont l'adresse professionnelle est au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Gérant de Catégorie A;

2. M. Daniel Bley, dont l'adresse professionnelle est au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Gérant de Catégorie A;

3. M. Mohamad Hafiz Bin Kassim, dont l'adresse professionnelle est 22^{ème} étage, EPF Building, Jalan Raja Laut, 50350 Kuala Lumpur, Malaisie, Gérant de Catégorie B; et

4. M. Kamarulzaman Bin Hassan, dont l'adresse professionnelle est au 22^{ème} étage, EPF Building, Jalan Raja Laut, 50350 Kuala Lumpur, Malaisie, Gérant de Catégorie B.

Tous représentés par M. Guillaume Maurin, prénommé, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration de valeur de l'apport.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, acceptent expressément la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, la participation au capital social de la Société est désormais composée de:

- KWASA Europe S.à r.l.: 111.250 (cent onze mille deux cent cinquante) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le notaire témoigne que les 111.250 (cent onze mille deux cent cinquante) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à 111.250 EUR (cent onze mille deux cent cinquante Euros) représenté par 111.250 (cent onze mille deux cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune. »

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Maurin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 mars 2014. Relation: EAC/2014/3484. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039530/229.

(140045905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.296.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of the month of February.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

INVESCO Real Estate Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with R.C.S. Luxembourg under number B133753, acting in its own name but for the account of Invesco Real Estate Asia Fund

represented by Ms Nadja Zimmer, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated February 18th, 2014, such proxy initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. Form, Name. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of incorporation and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property throughout Europe and carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

The Company may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general member with unlimited liability or a limited member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

It may be dissolved by a resolution of the member(s), voting with the quorum and majority rules set by the applicable laws or by these articles of association, as the case may be, for any amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Capital. The issued capital of the Company is set at twenty thousand US dollars (USD 20,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1) each, all of which are fully paid up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its member(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the member(s) or to allocate funds to the legal reserve.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Company shall ensure at all times that (i) there will be no more than thirty (30) members in the company and (ii) none of the members in the Company will be a physical person and (iii) following any transfer of shares, clauses (i) and (ii) will remain satisfied.

For the avoidance of doubt this provision operates only to give the Company the opportunity to qualify as a special foreign fund (Spezial-Investmentvermögen) within the meaning of article 16 of the German Investment Tax Act for German Tax purposes and each member understands and agrees that it has no action whatsoever for damages whether in contract or tort (and will not seek to pursue any such action) against either the Company's assets in the event that this provision is breached or amended.

Art. 6. Shares. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital. In accordance with the provisions of article 5 hereabove, the Company shall not give effect to any transfer of shares, if such transfer results in the Company having more than thirty (30) members or a physical person becoming a member of the Company.

Art. 7. Managers. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

The member(s) may decide to qualify the appointed managers as class A managers (the "Class A Managers") and class B managers (the "Class B Managers").

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Meetings of the board of managers shall be held at the registered office or such other place in Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. A quorum of the board of managers shall be the presence or representation of half of the managers holding office provided that in the event that the managers have been qualified as Class A Managers and Class B Managers, at least one Class A Manager and one Class B Manager needs to be present or represented.

Resolutions are taken by majority vote of the managers present or represented at the meeting. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another provided that where a conference call or video conference is used as a means of communication, it must be initiated and chaired from Luxembourg.

The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours prior to the beginning of such meeting. Each manager may waive his right to be convened as set out above by consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any manager of the Company. Any proxies will remain attached thereto.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Managers' resolutions shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or the board of managers (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of the manager, or by the joint signatures of any two managers (in the case of a board of managers) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated.

Art. 8. Manager's Liability. Except in case of negligence or wilful misconduct, the manager(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As agents of the Company, they are responsible only for the performance of their duties.

Art. 9. Members. Each member may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by the manager(s) by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last Tuesday of the month of October of each year at 10 am. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 10. Financial Year. The accounting year begins on the first day of July of each year and ends on 30 June of the following year. The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on 30 June 2015.

Art. 11. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 12. Appropriation of Profits. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 13. Dissolution, Liquidation. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 14. Applicable Law. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

20,000 shares at USD 1 each for a total of USD 20,000.

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

The amount of twenty thousand US dollars (USD 20.000.-) is equivalent to the amount of fourteen thousand five hundred eighty-nine Euro and ninety-seven Eurocent (EUR 14,589.97) according to the exchange rate published on XE.Com on February 18th 2014.

Extraordinary general meeting

The single member has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The number of managers is set at three (3), and the following persons are appointed as manager of the Company for an undetermined period of time:
 - Fabrice Coste born on 01.04.1973 in Liège, Belgium, with professional address at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Marion Geniaux born on 24.01.1984 in Bordeaux, France, with professional address 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Graeme Torre born on 18.10.1962 in London, United Kingdom, with professional address at 41/F Citibank Tower, 3 Garden Road, Central, Hong Kong, China.

Whereof, and in faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am vierundzwanzigsten Februar.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erschien folgende Person:

INVESCO Real Estate Management S.à r.l., eine Gesellschaft organisiert und bestehend unter dem Luxemburger Gesetz, mit ihrem Gesellschaftssitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, handelnd in eigenem Namen jedoch für Rechnung des Invesco Real Estate Asia Fund

vertreten durch Nadja Zimmer, geschäftsansässig in Luxemburg, auf Grund einer am 18. Februar 2014 erteilten Vertretungsvollmacht, welche Vollmacht der vorliegenden Urkunde beigefügt bleibt.

Die erschienene Person, die in der oben angeführten Eigenschaft tätig ist, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, nachstehende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l. zu Protokoll zu nehmen, die hierdurch wie folgt errichtet wird:

Art. 1. Form, Name. Hiermit wird zwischen der erschienenen Partei und allen Personen und juristischen Personen, die gegebenenfalls darauf Mitglieder werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") mit dem Namen "IRE Asia Lux HoldCo 1 S.à r.l." (die "Gesellschaft") eingerichtet. Die Gesellschaft wird durch diesen Gesellschaftsvertrag und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Geschäftsgegenstand. Gegenstand der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Besitz von Anteilen jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften sowie jede andere Art von Immobilieninvestments, wie der Erwerb durch Kauf, Übereignung oder in jeder anderer Form sowie die Übertragung durch Verkauf, unter

anderem durch Austausch von Sicherheiten jeglicher Art sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Immobilienportfolios.

Zweck der Gesellschaft ist auch die Investition in Immobilieneigentum, entweder durch Erwerb, Austausch oder auf andere Art, sowie durch Veräußerung, Verwaltung und Entwicklung von Immobilien in Europa sowie jegliche Tätigkeit durchzuführen, die mittelbar oder unmittelbar damit im Zusammenhang steht oder die der Gesellschaft zur Ausführung und Entwicklung des Gesellschaftsgegenstands sinnvoll erscheint.

Darüberhinaus kann die Gesellschaft sich verbürgen, Kredite jedweder Art aufnehmen und Schuldverschreibungen (bonds) sowie Schuldscheine (debentures) ausgeben, Darlehen in jeglicher Form gewähren oder anderweitig jene Gesellschaften, in denen sie Anteile mittelbar oder unmittelbar hält oder die dem selben Portfolio von Gesellschaften angehören, unterstützen.

Die Gesellschaft kann zudem als unbeschränkt haftender Gesellschafter oder beschränkt haftender Teilhaber für alle Verpflichtungen aufgrund einer Teilhaberschaft oder ähnlicher Gesellschaftsformen agieren.

Die Gesellschaft kann zu ihren als auch zu Gunsten Dritter jegliche Tätigkeit ausführen, die für die Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendig ist, dem Gesellschaftszweck dient oder in direktem oder indirektem Bezug hierzu steht.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch Beschluss des(r) Gesellschafter(s), der in Übereinstimmung mit diesem Gesellschaftervertrag oder dem nach dem Gesetz für die Änderung des Gesellschaftervertrags erforderlichen Quorum- und Mehrheitsregeln gefasst wird.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Die Adresse des eingetragenen Sitzes kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehende Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und den beteiligten Parteien mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das herausgegebene Stammkapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwanzigtausend US Dollar (USD 20,000.00), aufgeteilt auf zwanzigtausend (20,000) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem (1) US Dollar. Alle diese Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Zusätzlich zum ausgegebenen Kapital kann ein Prämienkonto eingerichtet werden, in welches jede auf einen Anteil gezahlte Prämie zusätzlich zu seinem Nennwert übertragen wird. Der Betrag auf dem Prämienkonto kann für die Zahlung von Anteilen die die Gesellschaft von ihren(m) Gesellschafter(n) zurückkaufen kann, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlust, zur Ausschüttung an die (den) Gesellschafter in Form von Dividenden oder zur Einbringung von Fonds in die gesetzliche Rücklage verwendet werden. Das Kapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Mitglieder, in der für die Veränderung des Gesellschaftsvertrages vorgesehenen Art und Weise, erhöht oder verringert werden.

Die Gesellschaft stellt sicher, dass zu keinem Zeitpunkt (i) mehr als 30 Gesellschafter vorhanden sind und (ii) keines dieser Mitglieder eine natürliche Person ist und (iii) im Anschluss an jede Übertragung von Anteilen die Klauseln (i) und (ii) erfüllt bleiben.

Soweit notwendig wirkt diese Bestimmung nur um der Gesellschaft die Gelegenheit zu geben, sich im Sinne des Artikels 16 des deutschen Investmentsteuergesetzes zu deutschen Steuerzwecken als Spezial-Investmentvermögen zu qualifizieren. Jeder Anteilinhaber versteht und erklärt sich damit einverstanden, dass er keinen Anspruch auf Ersatz von Schäden aus dem Gesellschaftsvermögen hat, weder aus Vertrag noch aus Delikthandlungen (und dass er keine solche Handlung gerichtlich verfolgen wird), wenn gegen diese Bestimmung verstoßen oder diese geändert wird.

Art. 6. Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung auf Dritte der Einwilligung von mindestens 75% des Stammkapitals. In Übereinstimmung mit Art. 5 führt die Gesellschaft keine Anteilsübertragungen aus, die dazu führen würden, dass die Gesellschaft von mehr als 30 Gesellschaftern gehalten oder eine natürliche Person Gesellschafter wird.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen. Die Gesellschafter können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer in Klasse A Geschäftsführer ("Klasse A Geschäftsführer") und Klasse B Geschäftsführer ("Klasse B Geschäftsführer") zu unterteilen.

Sie werden durch einfache Mehrheit gewählt und abberufen. Dies geschieht auf der Generalversammlung, welche die Befugnis und die Dauer der Vollmachten beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt.

Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung mit oder ohne Grund (ad nutum) zu jeder Zeit widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, bilden diese die Geschäftsführung. Die Geschäftsführersitzung wird am Gesellschaftssitz oder durch Beschluss der Geschäftsführung an einem anderen Ort in Luxemburg abgehalten. Für die Beschlussfähigkeit der Geschäftsführung ist die Anwesenheit oder Vertretung von mindestens der Hälfte der genannten Geschäftsführer erforderlich; unbeschadet dass im Fall von so genannten Klasse A Geschäftsführung und Klasse B Geschäftsführung die Beschlussfähigkeit nur dann gewährleistet ist wenn zumindest ein Klasse A Geschäftsführer und ein Klasse B Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Entscheidungen werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann an den Geschäftsführungssitzungen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln, die es ihm ermöglichen mit anderen zu kommunizieren, teilnehmen, vorausgesetzt, dass die Sitzung welche mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten wird, von Luxemburg aus geleitet und initiiert wird.

Die Teilnahme, oder das Abhalten einer solchen Versammlung, entspricht einer persönlichen Teilnahme an den Sitzungen. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu bevollmächtigt ist vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind zu jeder Geschäftsführersitzung mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor ihrem Beginn durch schriftliche Einladung, welche eine Tagesordnung zu enthalten hat, in welcher sämtliche Punkte von Bedeutung für die Sitzung aufgeführt sind, zu benachrichtigen. Auf diese Einberufung kann, wie oben ausgeführt, seitens der Geschäftsführer durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telekopie oder per Email verzichtet werden. Spezifische Einberufungen sind für einzelne Versammlungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden, nicht notwendig.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches von einem Geschäftsführer unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ein Beschluss in schriftlicher Form, unterzeichnet von allen Geschäftsführern, ist genauso wirksam als ob er durch eine wirksam einberufene und durchgeführte Geschäftsführerversammlung getroffen worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen von allen Geschäftsführern unterschriebenen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts, welches jedes von einem einzigen Geschäftsführer unterschrieben wurde, dokumentiert werden.

Die Beschlüsse der Geschäftsführer sollten beweiskräftig beglaubigt sein, oder ein Auszug dieser muss von jedem Geschäftsführer unterschrieben werden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder die Geschäftsführung (im Falle einer Geschäftsführung) die weitestreichende Macht um in allen Lagen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Lagen, jeden Akt und jede Handlung im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheissen.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des Geschäftsführers, der gemeinsamen Unterschrift von zwei Geschäftsführern (im Falle einer Geschäftsführung) oder durch die Unterschrift einer oder mehreren Personen, welche durch Delegation einer der Gesellschafter dazu befugt sind, gebunden sein.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Der oder die Gesellschaftsführer übernehmen, aufgrund ihrer Position, keine persönliche Haftung für Handlungen, die im Namen der Gesellschaft geschehen, abgesehen von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie nur für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 9. Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Anteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Die in Sitzungen, Telefonkonferenzschaltung, Videokonferenzschaltung oder durch andere Kommunikationsmittel, falls und soweit durch das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorgesehen, gefassten Beschlüsse, welche erlauben sich zu verständigen und durch welche die Teilnahmen an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel der persönlichen Anwesenheit entspricht, werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgesehenen Form und Mehrheit gefasst. Eine ordnungsgemäße Sitzung der Gesellschaftsmitglieder sollte die ganze Anteilhaberschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung durch den/die Geschäftsführer hat wenigstens acht (8) Tage vor dem für die Sitzung geplanten Termin zuzugehen und erfolgt mittels eingeschriebenen Briefes an die Adresse der Gesellschafter die im Register der Gesellschafter der Gesellschaft eingetragen ist. Wenn das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden. Beschlüsse die die Änderung des Gesellschafts-

vertrages betreffen, werden (i) durch Stimmenmehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des herausgegebenen Stammkapitals entsprechen, gefasst.

Im Falle dass, und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat, hat jedes Jahr, am letzten Dienstag im Monat Oktober um 10 Uhr vormittags eine Generalversammlung am Geschäftssitz in Luxemburg statt zu finden. Wenn dies kein Werktag sein sollte, wird die Sitzung am darauffolgenden Werktag stattfinden.

Art. 10. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni jedes Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft begonnen hat, wird am 30. Juni 2015 enden.

Art. 11. Finanzbericht. Jedes Jahr sowie am Ende des ersten Geschäftsjahres wird der Jahresbericht durch den Geschäftsführer oder eventuell durch die Geschäftsführung verfasst.

Der Finanzbericht steht den Anteilhabern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 12. Gewinnverteilung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Reingewinns der Gesellschaft werden dem vom Gesetz verlangten Reservefonds zugewiesen. Diese Zuweisung wird nicht mehr verlangt, sobald und solange der Reservefonds sich auf zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beläuft.

Die Mitglieder können aufgrund von vom Geschäftsführer oder von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen. Dies zeigt dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind. Der ausgegebene Betrag kann jedoch nicht die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche auf ein Reservekonto eingezahlt werden müssen, nicht überschreiten. Dieser Restbetrag wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder ausgeschüttet. Das Anteilsprämienkonto wird durch Beschluss der Generalversammlung an die Anteilhaber ausgegeben. Die Generalversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf das Reservekonto zu überweisen.

Art. 13. Auflösung, Liquidation. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren welche Gesellschafter oder nicht sein können, und die durch die Generalversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 14. Anwendbares. Recht Falls, und solange nur ein Mitglied alle Anteile der Gesellschaft besitzt, besteht die Gesellschaft als Ein-Person-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes anwendbar.

Für alle nicht in diesem Gesellschaftsvertrag geregelten Angelegenheiten finden die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Zeichnung und Zahlung

Nach Errichtung der Satzung der Gesellschaft, hat die erschienene Person die nachstehend angeführte Zahl von Anteilen gezeichnet und die folgenden Beträge in Bar eingezahlt:

20,000 Anteile zu jeweils USD 1, mithin einen Gesamtbetrag von USD 20,000.

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Vergütungen und Lasten jedweder Form, die von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf circa eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-) geschätzt.

Der Betrag von zwanzigtausend US Dollar (USD 20.000.-) entspricht der Summe von vierzehntausend fünfhundertneunundachtzig Euro und siebenundneunzig Eurocent (EUR 14,589.97) gemäss des Wechselkurses welcher am 18. Februar 2014 auf XE.COM veröffentlicht wurde.

Ausserordentliche Generalversammlung

Der alleinige Gesellschafter hat sodann die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 37A, Avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxemburg.
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf drei (3) festgelegt, wobei die folgenden Personen auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer bestellt werden:
 - Fabrice Coste geboren am 01.04.1973 in Liège, Belgien, geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg;
 - Marion Geniaux geboren am 24.01.1984 in Bordeaux, Frankreich, geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg;
 - Graeme Torre geboren am 18.10.1962 in London, Vereinigtes Königreich, geschäftsansässig in 41/F Citibank Tower, 3 Garden Road, Central, Hong Kong, China.

Worüber diese Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokuments genannten Tag ausgestellt wurde.

Die Urkunde wurde der erschienen Partei vorgelesen, die darum bat, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abzufassen. Die erschienene Partei unterzeichnete sodann gemeinsam mit uns, der Notarin, die der englischen Sprache kundig ist, die vorliegende urschriftliche Urkunde.

Der vorliegenden in Englisch abgefassten notariellen Urkunde folgt eine deutsche Übersetzung. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, gebürt der englischen Fassung der Vorrang.

Signé: N. Zimmer et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 mars 2014. Relation: LAC/2014/9646. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014039515/382.

(140045510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

**GemeloLux S.A., Société Anonyme,
(anc. GemeloLux SICAV - FIS).**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 157.452.

Im Jahre zweitausendvierzehn,
am sechszwanzigsten Februar.

Vor Uns, dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

die Südwestbank Aktiengesellschaft, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Stuttgart unter der Nummer HRB 4100, geschäftsansässig Rotebühlstraße 125, D-70178 Stuttgart,

hier vertreten durch Herrn Christian Lennig, beruflich ansässig in 10 Boulevard G.D. Charlotte, L-1011 Luxembourg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Stuttgart, Deutschland, am 19. Februar 2014.

Besagte Vollmacht, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die Erschienenene ist die alleinige Aktionärin (die "Alleinaktionärin") von "GemeloLux SICAV - FIS" einer nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg in der Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) errichteten Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) mit Gesellschaftssitz in 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 157.452 (die "Gesellschaft"), die gemäß einer notariellen Urkunde durch den Notar Joseph Elvinger vom 14. Dezember 2010 gegründet und deren Satzung am 2. Februar 2011 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter Nummer 205, Seite 9796 veröffentlicht wurde (die "Satzung").

Die Erschienenene, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht den unterzeichnenden Notar, folgende Erklärungen der Alleingeschafterin schriftlich zu beurkunden:

Tagesordnung:

1. Änderung des Namens der Gesellschaft in GemeloLux S.A. und entsprechende Abänderung von Art. 1 (1) der Satzung.

2. Verlegung des Sitzes der Gesellschaft und entsprechende Abänderung von Art. 4 (1) der Satzung.

3. Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft, der den folgenden Wortlaut erhält:

"Gesellschaftszweck ist es Gesellschaftsbeteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften in jeglicher Form zu halten; Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen sowie sonstige Vermögensgegenstände und Wertpapiere jeglicher Art zu erwerben, mit dem Ziel, diese als Anlage zu halten, zu tauschen, zu verkaufen oder auf sonstige Weise darüber zu disponieren; den Gesellschaften, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, jegliche Art von Unterstützung zukommen zu lassen, zum Beispiel in Form von Darlehen oder Garantien, ihren Tochtergesellschaften oder jeden anderen Gesellschaften Darlehen zu gewähren, geliehene Mittel und/oder die Erlöse aus der Ausgabe von Schuldverschreibungen zur Verfügung zu stellen.

Sie darf auch Dritten Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten gewähren, um eigene Verpflichtungen, die Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften oder auch die Verpflichtungen Dritter abzusichern. Die Gesellschaft darf alle oder einige ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise Sicherheiten gewähren und alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen.

Die Gesellschaft darf für die oben aufgeführten Zwecke Darlehen aufnehmen und Mittel aufbringen.

Die Gesellschaft kann jede Art von Handlungen, die vom Verwaltungsrat für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet werden, vorzunehmen (dies umfasst den Abschluss, die Ausführung oder die Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten beliebiger Personen),

STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, welche in den Bereich der reglementierten Tätigkeiten des Finanzsektors fallen oder eine Geschäftserlaubnis nach Luxemburger Recht voraussetzen, solange sie jeweils keine entsprechende Erlaubnis besitzt."

und entsprechende Abänderung von Art. 3 der Satzung.

4. Änderung des Gesellschaftskapitals mit dem folgenden Wortlaut:

"4.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) (die "Aktien"). Der Begriff "Aktionäre" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Aktieninhaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt. Der Begriff "Aktionär" ist entsprechend auszulegen.

4.2 Bei den Aktien handelt es sich um Namenspapiere.

4.3 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Aktienaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet der Verwaltungsrat im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

4.4 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Aktien oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen vom Verwaltungsrat gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

4.5 Alle Aktien haben dieselben Rechte, es sei denn durch diese Satzung wird etwas anderes vorgesehen.

4.6 Das gezeichnete Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung erhöht werden, sofern dieser im Einklang mit den Bestimmungen für eine Satzungsänderung und dem Luxemburger Recht steht.

4.7 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Aktien erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital herabsetzen.

4.8 Für den Fall, dass Aktien unter der Maßgabe ausgegeben werden, dass sie bei der Ausgabe nicht vollständig bezahlt werden, kann der Verwaltungsrat festlegen, wann und zu welchen Bedingungen die ausstehenden Beträge bezahlt werden sollen, sofern alle Aktien gleichbehandelt werden.

4.9 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär haben. Der Tod oder die Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zu der Auflösung der Gesellschaft."

und entsprechende Abänderung von Art. 5 der Satzung.

5. Neufassung der Satzung vor dem Hintergrund der Aufgabe des Status als société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé unter dem abgeänderten Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds.

6. Verschiedenes

Nach Beratung fasst die Alleinaktionärin dann folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleinaktionärin BESCHLIESST, den Namen der Gesellschaft von "GemeloLux SICAV-FIS" in "GemeloLux S.A." abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Alleinaktionärin BESCHLIESST, den Sitz der Gesellschaft von "2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg " nach "20, Rue Philippe II, L-2340 Luxemburg" zu verlegen.

Dritter Beschluss

Die Alleinaktionärin BESCHLIESST, den Gesellschaftszweck der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen:

"Gesellschaftszweck ist es Gesellschaftsbeteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften in jeglicher Form zu halten; Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen sowie sonstige Vermögensgegenstände und Wertpapiere jeglicher Art zu erwerben, mit dem Ziel, diese als Anlage zu halten, zu tauschen, zu verkaufen oder auf sonstige Weise darüber zu disponieren; den Gesellschaften, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, jegliche Art von Unterstützung zukommen zu lassen, zum Beispiel in Form von Darlehen oder Garantien, ihren Tochtergesellschaften oder jeden anderen Gesellschaften Darlehen zu gewähren, geliehene Mittel und/oder die Erlöse aus der Ausgabe von Schuldverschreibungen zur Verfügung zu stellen.

Sie darf auch Dritten Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten gewähren, um eigene Verpflichtungen, die Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften oder auch die Verpflichtungen Dritter abzusichern. Die Gesellschaft darf alle oder

einige ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise Sicherheiten gewähren und alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen.

Die Gesellschaft darf für die oben aufgeführten Zwecke Darlehen aufnehmen und Mittel aufbringen.

Die Gesellschaft kann jede Art von Handlungen, die vom Verwaltungsrat für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet werden, vorzunehmen (dies umfasst den Abschluss, die Ausführung oder die Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten beliebiger Personen),

STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, welche in den Bereich der reglementierten Tätigkeiten des Finanzsektors fallen oder eine Geschäftserlaubnis nach Luxemburger Recht voraussetzen, solange sie jeweils keine entsprechende Erlaubnis besitzt."

und Art. 3 der Satzung entsprechend abzuändern.

Vierter Beschluss

Die Alleinaktionärin BESCHLIESST, das Gesellschaftskapital wie folgt neu zu fassen:

"4.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) (die "Aktien"). Der Begriff "Aktionäre" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Aktieninhaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt. Der Begriff "Aktionär" ist entsprechend auszulegen.

4.2 Bei den Aktien handelt es sich um Namenspapiere.

4.3 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Aktienaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet der Verwaltungsrat im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

4.4 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Aktien oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen vom Verwaltungsrat gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

4.5 Alle Aktien haben dieselben Rechte, es sei denn durch diese Satzung wird etwas anderes vorgesehen.

4.6 Das gezeichnete Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung erhöht werden, sofern dieser im Einklang mit den Bestimmungen für eine Satzungsänderung und dem Luxemburger Recht steht.

4.7 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Aktien erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital herabsetzen.

4.8 Für den Fall, dass Aktien unter der Maßgabe ausgegeben werden, dass sie bei der Ausgabe nicht vollständig bezahlt werden, kann der Verwaltungsrat festlegen, wann und zu welchen Bedingungen die ausstehenden Beträge bezahlt werden sollen, sofern alle Aktien gleichbehandelt werden.

4.9 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär haben. Der Tod oder die Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zu der Auflösung der Gesellschaft."

und Art. 4 der Satzung entsprechend abzuändern.

Fünfter Beschluss

Die Alleinaktionärin BESCHLIESST, die Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu fassen, insbesondere in Bezug auf die in dem ersten und dritten Beschluss erwähnten Punkte und in Bezug auf die Aufgabe des den Status der Gesellschaft als société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé unter dem abgeänderten Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds:

"KOORDINIERTE SATZUNG

Titel I. Rechtsform - Name - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Rechtsform - Name. Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft (société anonyme) unter dem Namen "GemeloLux S.A." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (der "Gesellschaftssitz") ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat");

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inneroder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (im Folgenden der "Beschluss der Hauptversammlung") gemäß der vorlie-

genden Satzung und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft getroffen.

2.4 Niederlassungen oder andere Repräsentanzen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck ist es Gesellschaftsbeteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften in jeglicher Form zu halten; Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen sowie sonstige Vermögensgegenstände und Wertpapiere jeglicher Art zu erwerben, mit dem Ziel, diese als Anlage zu halten, zu tauschen, zu verkaufen oder auf sonstige Weise darüber zu disponieren; den Gesellschaften, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, jegliche Art von Unterstützung zukommen zu lassen, zum Beispiel in Form von Darlehen oder Garantien, ihren Tochtergesellschaften oder jeden anderen Gesellschaften Darlehen zu gewähren, geliehene Mittel und/oder die Erlöse aus der Ausgabe von Schuldverschreibungen zur Verfügung zu stellen.

Sie darf auch Dritten Bürgschaften oder sonstigen Sicherheiten gewähren, um eigene Verpflichtungen, die Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften oder auch die Verpflichtungen Dritter abzusichern. Die Gesellschaft darf alle oder einige ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise Sicherheiten gewähren und alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen.

Die Gesellschaft darf für die oben aufgeführten Zwecke Darlehen aufnehmen und Mittel aufbringen.

Die Gesellschaft kann jede Art von Handlungen, die vom Verwaltungsrat für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet werden, vorzunehmen (dies umfasst den Abschluss, die Ausführung oder die Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten beliebiger Personen),

STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, welche in den Bereich der reglementierten Tätigkeiten des Finanzsektors fallen oder eine Geschäftserlaubnis nach Luxemburger Recht voraussetzen, solange sie jeweils keine entsprechende Erlaubnis besitzt.

Art. 4. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

Titel II. Gesellschaftskapital, Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) (die "Aktien"). Der Begriff "Aktionäre" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Aktieninhaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt. Der Begriff "Aktionär" ist entsprechend auszulegen.

5.2 Bei den Aktien handelt es sich um Namenspapiere.

5.3 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Aktienaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet der Verwaltungsrat im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.4 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Aktien oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen vom Verwaltungsrat gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

5.5 Alle Aktien haben dieselben Rechte, es sei denn durch diese Satzung wird etwas anderes vorgesehen.

5.6 Das gezeichnete Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung erhöht werden, sofern dieser im Einklang mit den Bestimmungen für eine Satzungsänderung und dem Luxemburger Recht steht.

5.7 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Aktien erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital herabsetzen.

5.8 Für den Fall, dass Aktien unter der Maßgabe ausgegeben werden, dass sie bei der Ausgabe nicht vollständig bezahlt werden, kann der Verwaltungsrat festlegen, wann und zu welchen Bedingungen die ausstehenden Beträge bezahlt werden sollen, sofern alle Aktien gleichbehandelt werden.

5.9 Die Gesellschaft kann einen Alleinaktionär haben. Der Tod oder die Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zu der Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Unteilbarkeit der Aktien.

6.1 Die Aktien sind unteilbar.

6.2 In begründeten Einzelfällen können mehrere Personen als Inhaber derselben Aktie eingetragen werden. Voraussetzung dafür ist, dass alle Aktieninhaber die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll. Die Gesellschaft wird diesen Aktieninhaber so behandeln, als ob er der einzige Inhaber sei. Dies gilt auch im Hinblick auf Abstimmungen, Dividenden oder sonstige Zahlungsansprüche.

Art. 7. Übertragung der Aktien. Die Übertragung der Aktien richtet sich nach dem Gesetz von 1915.

Titel III. Verwaltung, Wirtschaftsprüfer

Art. 8. Verwaltung der Gesellschaft.

8.1 Die Gesellschaft wird, mit Ausnahme von den in Artikel 8.20 beschriebenen Fällen, durch einen Verwaltungsrat, der aus mindestens einem Mitglied (nachfolgend jeweils ein "Verwaltungsratsmitglied") besteht, verwaltet.

8.2 Soweit:

8.2.1 die Gesellschaft von einem einzigen Aktionär gegründet wurde; oder

8.2.2 während einer Hauptversammlung der Aktionäre (die "Hauptversammlung") festgestellt wurde, dass die Gesellschaft nur einen Aktionär hat;

kann der Verwaltungsrat solange aus einer einzigen Person bestehen, bis die nächste ordentliche Hauptversammlung die Existenz von mehr als nur einem einzigen Aktionär feststellt.

8.3 Ein Verwaltungsratsmitglied muss kein Aktionär sein.

8.4 Eine juristische Person kann zum Verwaltungsratsmitglied ernannt werden (die "Juristische Person als Verwaltungsratsmitglied"), wobei sie in diesem Fall einen ständigen Vertreter benennen muss, der in ihrem Namen und auf ihre Rechnung handelt. Die Abberufung des ständigen Stellvertreters durch die Juristische Person als Verwaltungsratsmitglied kann nur bei zeitgleicher Ernennung eines Nachfolgers erfolgen.

8.5 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs Jahre nicht überschreiten.

8.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied ist für Nachfolgeamtszeiten von der Hauptversammlung erneut wählbar.

8.7 Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung seines Amtes enthoben werden.

8.8 Für den Fall, dass der Posten eines von der Hauptversammlung ernannten Verwaltungsratsmitglieds, aus welchen Gründen auch immer, vakant wird, kann diese Vakanz vorübergehend durch die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder besetzt werden. Ein auf diese Weise ernanntes Verwaltungsratsmitglied hält das Amt lediglich bis zur nächsten Hauptversammlung inne, es sei denn, dass seine Ernennung durch die Aktionäre in dieser Hauptversammlung bestätigt wird.

8.9 Für den Fall, dass ein Verwaltungsratsmitglied bestellt wird, um ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu ersetzen, so tritt das neue Verwaltungsratsmitglied gemäß dem Gesetz von 1915 in die Amtszeit des Vorgängers ein.

Art. 9. Befugnisse des Verwaltungsrats.

9.1 Dem Verwaltungsrat obliegt die Verwaltung der Gesellschaft.

9.2 Der Verwaltungsrat ist befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

Art. 10. Rechtmässige Vertretung. Die Gesellschaft wird, gemäß dem Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung, gegenüber Dritten wie folgt vertreten und/oder wirksam verpflichtet:

10.1 sofern die Gesellschaft lediglich ein alleiniges Verwaltungsratsmitglied hat, so vertritt dieses die Gesellschaft:

10.2 sofern die Gesellschaft mehr als ein Verwaltungsratsmitglied hat, durch zwei Verwaltungsratsmitglieder;

10.3 durch einen Täglichen Geschäftsführer (wie in Artikel 11.1 definiert), sofern diesem entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 11.1 übertragen worden sind; oder 10.4 durch eine beliebige andere Person, sofern dieser entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 11.4 übertragen worden sind.

Art. 11. Bevollmächtigung und Bevollmächtigter des Verwaltungsrats.

11.1 Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Verwaltern (officers), Geschäftsführern oder anderen Bevollmächtigten, die entweder allein oder gemeinsam vertretungsbefugt sind, die Tägliche Geschäftsführung ("Täglicher Geschäftsführer") der Gesellschaft sowie die entsprechenden Vertretungsbefugnisse übertragen.

11.2 Der Tägliche Geschäftsführer kann, muss aber nicht notwendigerweise Aktionär sein.

11.3 Die Ernennung und Abberufung sowie die Befugnisse und Verpflichtungen des Täglichen Geschäftsführers werden vom Verwaltungsrat beschlossen. Davon abgesehen, kann der erstmalige Tägliche Geschäftsführer auch von der Hauptversammlung eingesetzt sowie seine Befugnisse, Pflichten und Bezüge festgelegt werden.

11.4 Der Verwaltungsrat, (bzw. ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder) kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben jeweils auf einen oder mehrere Ad-Hoc Bevollmächtigte übertragen beziehungsweise diese auch wieder entziehen. Er kann diesbezüglich sowohl die Dauer der Vertretung, den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig) als auch jede andere Bedingung festlegen.

11.5 Er hat die Befugnis, diesen Bevollmächtigten abzuempfehlen und die Befugnisse sowie den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig), die Dauer der Amtszeit seines Mandats und jede andere einschlägige Bedingung für seine Tätigkeit festzulegen.

Art. 12. Verwaltungsratssitzungen.

12.1 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann eine Verwaltungsratssitzung ("Verwaltungsratssitzung") einberufen. Der Verwaltungsrat ernennt einen Vorsitzenden.

12.2 Der Verwaltungsrat kann während einer Verwaltungsratssitzung wirksam beraten und ohne die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorab schriftlich oder in der entsprechenden Verwaltungsratssitzung auf die vorherige Einberufungserfordernisse respektive -formalitäten verzichtet haben.

12.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied (nicht aber durch eine beliebige andere Person) auf einer Verwaltungsratssitzung vertreten lassen (der "Vertreter eines Verwaltungsratsmitglieds"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Verwaltungsratsmitglied kann als Vertreter für mehrere Verwaltungsratsmitglieder auf einer Verwaltungsratssitzung auftreten, unter der Voraussetzung (unbeschadet etwaiger Quorumfordernisse), dass mindestens ein Verwaltungsratsmitglied physisch auf der Verwaltungsratssitzung persönlich anwesend ist oder aber unter der Voraussetzungen des Artikels 12.6 persönlich an der Verwaltungsratssitzung teilnimmt. Im Falle der Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

12.4 Die Verwaltungsratssitzung kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Entscheidungen des Verwaltungsrates werden durch einfache Mehrheit der gegenwärtigen oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen.

12.5 Ein Verwaltungsratsmitglied beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Verwaltungsratssitzung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Alle in dieser Weise teilnehmenden Verwaltungsratsmitglieder gelten als persönlich in der Sitzung anwesend, werden im Quorum mitgezählt und können ihre Stimme abgeben. Alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Verwaltungsratsmitgliedern getätigt werden, gelten nach Maßgabe des Luxemburger Rechts im Sinne dieser Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt. Dies gilt auch dann, wenn weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Anzahl von Verwaltungsratsmitgliedern (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind. Eine auf diese Art abgehaltene Verwaltungsratssitzung gilt als am Geschäftssitz der Gesellschaft abgehalten.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Verwaltungsratsmitglieds) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig und steht einem Beschluss, der in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst wurde, gleich. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Verwaltungsratsmitgliedern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

12.7 Jedes in der Verwaltungsratssitzung anwesende Verwaltungsratsmitglied kann die Sitzungsprotokolle der Verwaltungsratssitzung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigen.

Art. 13. Rechte der Aktionäre - Beschlussfassung.

13.1 Die Hauptversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse, um jegliche Maßnahmen in Bezug auf die Gesellschaft vorzunehmen oder zu ratifizieren.

13.2 Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat:

- a. übt dieser die Befugnisse im Zusammenhang mit der Hauptversammlung aus;
- b. werden seine Beschlüsse durch schriftlichen Beschluss getroffen und in einem Protokoll, welches am Sitz geführt wird, vermerkt.

13.3 Jeder Aktionär hat eine Stimme pro Aktie, deren Inhaber er ist.

13.4 Sofern nichts anderes in dieser Satzung vorgesehen ist, sind Beschlüsse der Hauptversammlung nur dann gültig, wenn sie unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien von einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen beschlossen wurden und im Einklang mit dem Gesetzes von 1915 stehen.

13.5 Die Verpflichtung eines Aktionärs zur Erhöhung seiner Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft sowie die Änderung der Nationalität der Gesellschaft können nur durch einen einstimmigen Beschluss erfolgen.

13.6 Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten (2.) Freitag des Monats Juni jeden Jahres um 14.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

13.7

13.7.1 Eine außerordentliche Hauptversammlung, die einberufen wurde, um die Bestimmungen der Satzung zu ändern ist nicht beschlussfähig, es sei denn, (a) dass mindestens die Hälfte der Aktien vertreten sind und (b) die Tagesordnung die Änderungsvorschläge der Satzung angibt sowie gegebenenfalls den Text derjenigen Artikel angibt, die den Gegenstand oder die Form der Gesellschaft betreffen.

13.7.2 Sofern die erste dieser Bedingungen aus Artikel 13.6.1 nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung, in der durch die Satzung oder durch das Gesetz von 1915 festgelegten Art und Weise, einberufen werden. In der Ladung sind das Datum sowie die Tagesordnung wiederzugeben und die Ergebnisse der vorhergehenden Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung ist unabhängig von der Anzahl der repräsentierten Aktien beschlussfähig.

13.7.3 Auf beiden Versammlungen müssen Beschlüsse, um angenommen zu werden, von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen beschlossen werden. Zu den abgegebenen Stimmen zählen nicht die Stimmen derjenigen Aktien, hinsichtlich derer der Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen hat, sich der Stimme enthalten hat oder einen leeren beziehungsweise ungültigen Stimmzettel abgegeben hat.

13.8 Eine Hauptversammlung kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Aktionäre auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Hauptversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

13.9 Ein Aktionär kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Aktionär zu sein braucht, benennt.

13.10 Jeder Aktionär kann entsprechend der in der Ladung für die Hauptversammlung angegebenen Art abstimmen. Die Aktionäre können nur Stimmzettel verwenden, die von der Gesellschaft bereitgestellt sind und die zumindest den Ort, das Datum und die Zeit der Versammlung, die Tagesordnung der Versammlung, den der Zustimmung der Versammlung unterbreiteten Antrag als auch für jeden Antrag drei Felder, die es dem Aktionär ermöglichen, dafür oder dagegen zu stimmen oder sich der Stimme auf jeden Beschlussvorschlag durch Ankreuzen des entsprechenden Feldes zu enthalten. Stimmzettel, die weder eine Zustimmung, noch die Ablehnung des Beschlusses, noch eine Enthaltung ausdrücken, sind nichtig. Die Gesellschaft wird nur die Stimmzettel, die sie drei (3) Tage vor der betreffenden Hauptversammlung erhalten hat und die den Anforderungen der Einberufung entsprechen, berücksichtigen.

13.11 Die Aktionäre sind berechtigt, an einer Hauptversammlung per Videokonferenz oder mittels anderer Telekommunikationseinrichtungen, die ihre Identifikation ermöglichen, teilzunehmen. Sie werden für die Ermittlung der Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheit und Abstimmung als anwesend erachtet. Diese Hilfsmittel müssen über technische Funktionen verfügen, die eine effektive Teilnahme an der Versammlung gewährleisten, wobei sie ohne Unterbrechungen angeschlossen sein sollen.

13.12 Der Verwaltungsrat verfügt, entsprechend den Regelungen des Gesetzes von 1915, über die Befugnis und Verpflichtung, eine Hauptversammlung zu verlegen.

13.13 Der Verwaltungsrat und der Wirtschaftsprüfer können eine Hauptversammlung einberufen. Sie sind dazu verpflichtet diese innerhalb eines Monats einzuberufen, wenn ein oder mehrere Aktionäre, die zusammen mindestens zehn Prozent des gezeichneten Kapitals halten, dieses schriftlich mit Angabe der Tagesordnung, fordern.

13.14 Die Einberufungsschreiben zu den Hauptversammlungen haben jeweils die Tagesordnung zu enthalten. Sie müssen zweimal in einem Zeitabstand von wenigstens acht Tagen und mindestens acht Tage vor der Versammlung im Mémorial C des Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregisters sowie in einer Luxemburgischen Zeitung veröffentlicht werden. Die Einberufungsschreiben werden acht Tage vor der Versammlung per Post an registrierte Aktionäre versandt; das Einhalten dieser Formalität bedarf jedoch keines Nachweises. Sofern sämtliche Aktien Namensaktien sind, genügt die Einberufung durch Einschreiben.

13.15 Ein oder mehrere Aktionäre, die zusammen mindestens zehn Prozent des gezeichneten Kapitals halten, können verlangen, dass ein oder mehrere zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung für eine Hauptversammlung gesetzt werden. Ein solcher Antrag ist mindestens fünf Tage vor der Versammlung per Einschreiben an den Sitz der Gesellschaft zu schicken.

Art. 14. Wirtschaftsprüfer.

14.1 Die Gesellschaft unterliegt der Aufsicht von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfern (réviseur d'entreprises agréé) (die "Wirtschaftsprüfer").

14.2 Die Hauptversammlung ernennt die Wirtschaftsprüfer; sie kann diese auch jederzeit wieder abberufen.

14.3 Die Hauptversammlung bestimmt die Anzahl und die Vergütung der Wirtschaftsprüfer.

14.4 Die Amtszeit der Wirtschaftsprüfer darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden. Für den Fall, dass sich keine Angaben zu der Amtszeit eines Wirtschaftsprüfers finden, gilt dieser als für einen Zeitraum von sechs Jahren bestellt.

14.5 Falls die Anzahl der Wirtschaftsprüfer aus irgendeinem Grund auf unter die Hälfte der festgelegten Anzahl von Wirtschaftsprüfern fallen sollte, hat der Verwaltungsrat unverzüglich eine Hauptversammlung einzuberufen, um die vakante(n) Stelle(n) neu zu besetzen.

Art. 15. Geschäftsjahr.

15.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres. Als Übergangsbestimmung beginnt das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am folgenden 31. Dezember (jeweils einschließlich).

Art. 16. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

16.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals entspricht.

16.2 Vorausgesetzt, dass es nach Luxemburger Recht und durch diese Satzung erlaubt ist, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital an die jeweiligen Aktionäre anteilig nach der Anzahl ihrer Aktien durch einen Beschluss der Hauptversammlung vorgeschlagen werden.

16.3 Vorausgesetzt, dass es nach Luxemburger Recht und durch diese Satzung erlaubt ist, können Vorschüsse auf Dividenden vor Ende des Geschäftsjahres durch Beschluss des Verwaltungsrats anteilig nach der Anzahl ihrer Aktien an die jeweiligen Aktionäre gezahlt werden.

Titel VI. Liquidation

Art. 17. Auflösung und Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von der Hauptversammlung durch Beschluss entschieden, wobei die für eine Satzungsänderung geltenden Bestimmungen sowie die Regelungen des Luxemburger Rechts entsprechend Anwendung finden.

Art. 18. Salvatorische Klausel und Gesetzliche Vorschriften.

18.1 In der vorliegenden Satzung:

18.1.1 umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(b) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(c) eine "Person" sowohl ein Individuum als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine gesetzliche oder satzungsgemäße Regelung auch die Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) der gesetzlichen oder satzungsgemäßen Regelungen.

18.1.2 das Wort "umfassen" beinhaltet stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung". Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

18.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

18.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften.

Art. 19. Verweis auf die Gesetzlichen Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915."

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Akte getragen werden, beläuft sich auf ungefähr achthundert Euro.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, welche dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe zusammen mit uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 27. Februar 2014. Relation: EAC/2014/2895. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014039447/433.

(140045921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Longsol Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 185.282.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of January.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Longsol International S.L., a Spanish company having its registered office at Serrano, 27, 4º Izda, Madrid, Spain, and VAT number B85948578,

Hereby represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on 22 January 2014 and signed "ne varietur" by the person(s) appearing and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the "Articles") of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") whose name is Longsol Luxembourg S.à r.l. (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which,

notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital - Shares (parts sociales).

5.1 - Subscribed Share Capital

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares (parts sociales) of one Euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. The share premium shall remain reserved and attached to the shares (parts sociales) in relation to which it was paid and will be reserved to the relevant holders of shares (parts sociales) in case of distributions, repayment or otherwise. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the director (s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)

Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.4 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Repurchase of Shares (parts sociales)

The Company may repurchase its shares (parts sociales) provided that there are sufficient available reserves to that effect. For the avoidance of doubt, the repurchased shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority.

5.6 - Share Register. All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.

6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The board of directors (conseil de gérance) shall be composed of A and B directors (gérants). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as director (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

6.2.2 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine the agent'(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the sole signature of any member of the board of directors (conseil de gérance) or by the signature of any person to whom such power has been delegated by any member of the board of directors (conseil de gérance).

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of directors (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of directors (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of directors (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least eight days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each director (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance) including at least one A director (gérant) and one B director (gérant). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the directors (gérants) present or represented at such meeting including the positive vote of at least one A director (gérant) and one B director (gérant).

6.4.4 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or any member of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of directors' (conseil de gérance) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any member of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A director (gérant) may appoint any other director (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A director (gérant) can act as representative for more than one other director (gérant) at a board meeting.

6.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing

by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespective of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Friday of the month of May, at 4.00 PM CET.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium (s) and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) instead of a statutory auditor. The approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) shall be appointed on an annual basis (the mandate being renewable also on an annual basis).

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial year

The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31st of December (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts.

10.2.1 Each year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Distribution of profits.

11.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

11.2 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder commensurate to his share holding in the Company.

11.3 Except where otherwise provided for in these Articles, each share (part sociale) entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares (parts sociales) in existence.

11.4 The sole director (gérant) or the board of directors (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

12.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

12.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 13. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares (parts sociales)	Subscribed amount	% of share capital
Longsol International S.L., prenamed	12,500	EUR 12,500.-	100 %
TOTAL	12,500	EUR 12,500.-	100%

All the shares (parts sociales) have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- Euros) is now available to the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the shareholder(s)

The founding shareholder, represented as stated hereabove, adopt the following resolutions:

1. The Company will be managed by the following directors (gérants) for an undetermined period:
 - a. Mr. Pieter van Nugteren, private employee, born on 19 April 1966 in Meppel, the Netherlands, residing professionally at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, as category A manager (gérant A);
 - b. Mr. Gilles Jacquet, private employee, born on 7 February 1964, in Saint-Mard, Belgium, residing professionally at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, as category B manager (gérant B).
2. The registered office of the Company shall be established at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person(s) appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Longsol International S.L., une société espagnole ayant son siège social Serrano, 27, 4º Izda, Madrid, Espagne, et enregistrée sous le numéro de TVA B85948578, ci-après représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 22 janvier 2014 et signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant.

Laquelle comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit et qui est constituée par le présent acte:

Art. 1^{er}. Forme sociale et dénomination. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination de Longsol Luxembourg S.à r.l. (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social - Parts sociales.

5.1 - Capital Souscrit

5.1.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500,-) parts sociales d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. La prime d'émission devra rester réservée et attachée aux parts sociales en rapport avec lesquelles elle a été payée et sera réservée aux détenteurs de parts sociales en question en cas de distribution, remboursement ou autres. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 - Modification du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

5.4 - Transfert de Parts Sociales

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.4 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

5.5 - Rachat de Parts Sociales

La Société peut racheter ses parts sociales pourvu que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet. Pour lever toute ambiguïté, les parts sociales rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité.

5.6 - Registre des Parts Sociales. Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignées dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

Art. 6. Gestion.

6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le conseil de gérance devra être composé de gérants A et B. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance peuvent être rémunérés pour ses/leurs services en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra sousdéléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature unique de tout membre du conseil de gérance ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par tout membre du conseil de gérance.

6.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gérance peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance dont au moins un gérant A et un gérant B. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion y compris le vote positif d'au moins un gérant A et un gérant B.

6.4.4 Les décisions du conseil de gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président, ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.

7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le deuxième vendredi du mois de mai, à 16H00 CET.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Audit.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes. Le réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera nommé sur une base annuelle (le mandat étant renouvelable également sur base annuelle).

Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.

10.1 - Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes les dates étant comprises comme incluses).

10.2 - Comptes Annuels

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

Art. 11. Distribution des profits.

11.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

11.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) proportionnellement à leur participation dans la Société.

11.3 Sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts, chaque part sociale donne droit à une part des actifs et bénéfices de la Société en proportion avec le nombre des parts sociales existantes.

11.4 Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de(s) l'associé(s) concerné(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

12.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

12.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 13. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'associé fondateur représenté comme mentionné ci-dessus déclare souscrire à l'intégralité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit	% du capital social
Longsol International S.L. prénommé	12.500	EUR 12.500,-	100%
TOTAL	12.500	EUR 12.500,-	100%

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolution des/de l'associé(s)

L'associé fondateur, représenté comme mentionné ci-dessus, adopte à l'unanimité les décisions suivantes:

1. La Société est gérée par les gérants suivants pour une période indéterminée:
 - a. M. Pieter van Nugteren, employé privé, né le 19 avril 1966 à Meppel, Pays-Bas, résidant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg, comme gérant A;
 - b. M. Gilles Jacquet, employé privé, né le 7 février 1964, à Saint-Mard, Belgique, résidant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg, comme gérant B.
2. Le siège social de la Société est établi à 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande du/des comparant(s), le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit/desdits comparant(s), en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée au(x) comparant(es), celui-ci/celles-ci a/ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 janvier 2014. Relation : EAC/2014/1653. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039546/536.

(140045337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Tracol Façades S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 1, rue Goell, Z.I. Weiergewan.

R.C.S. Luxembourg B 122.786.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "Tracol Façades S.A.", une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-5280 Sandweiler, Z.I. Rôlach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 122786, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 209 du 20 février 2007,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Fernand CAIXINHA, employé privé, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Z.I. Rohlach.

Le Président désigne comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Véronique REGENWETTER, maître peintre-décorateur, demeurant à L-1255 Luxembourg, 27, rue de Bragance.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Sandweiler à L-5326 Contern, Z.I. Weiergewan, 1, rue Goell, et modification subséquente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts;

2. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de Sandweiler à L-5326 Contern, Z.I. Weiergewan, 1, rue Goell, et de modifier subséquemment le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi dans la commune de Contern (Grand-Duché de Luxembourg). Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique. Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. CAIXINHA, V. REGENWETTER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 04 mars 2014. LAC/2014/10022. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014039803/58.

(140045258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Primidi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.641.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of the month of January,

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P., with registered office at 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, State of Delaware (USA), registered with the trade register of the State of Delaware under number 2099701, and

ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., with registered office at South Church Street, Uglan House, KY1-1104 George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), registered with the Cayman Islands trade register under number CR-10177,

here duly represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at Esch-Sur-Alzette, by virtue of a proxies given on 17 January 2014.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. and ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., prenamed (the “Members”), request the notary to act that:

I. The Members hold all the shares, representing the whole corporate capital, of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name Primidi Investments S.à r.l., with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 166.641 and established pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg) dated 19 January 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 735 of 20 March 2012 (the “Company”).

II. The Company’s corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand and five hundred (12,500.-) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up, currently held by ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. for three thousand two hundred fifty (3,250) and by ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P. for nine thousand two hundred fifty (9,250).

First resolution

The Members resolve to increase the Company’s corporate capital to the extent of one hundred Euros (EUR 100.-), to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) to twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600.-), by the creation and issuance of one hundred (100) shares, with a par value of one Euro (Euro 1.-) each, (together the “New Shares”) and vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P., prenamed, declare to subscribe for twenty six (26) New Shares for a total subscription price of ninety six thousand eight hundred sixty seven Euros (EUR 96,867.-) including a share premium of ninety six thousand eight hundred forty one Euros (EUR 96,841.-) and to fully pay them by a contribution in kind consisting of ninety six thousand eight hundred sixty seven (96,867) profit participating convertible preferred equity certificates (the “CPECs”) issued by the Company, excluding accrued and unpaid yield thereon, and contributed in an amount of ninety six thousand eight hundred sixty seven Euros (EUR 96,867.-) (the “Contribution 1”);

ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., prenamed, declare to subscribe for seventy four (74) New Shares for a total subscription price of two hundred seventy five thousand seven hundred Euros (EUR 275,700.-) including a share premium of two hundred seventy five thousand six hundred twenty six Euros (EUR 275,626.-) and to fully pay them by a contribution in kind consisting of two hundred seventy five thousand seven hundred (275,700) profit participating convertible preferred equity certificates (the “CPECs”) issued by the Company, excluding accrued and unpaid yield thereon, and contributed in an amount of two hundred seventy five thousand seven hundred Euros (EUR 275,700.-) (the “Contribution 2”).

The Contribution 1 and the Contribution 2 are together referred as to the “Contribution”.

Evidence of the Contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the Contribution has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company on 17 January 2014, attesting to the value of the Contribution and the free transferability of the assets forming the Contribution.

Effective implementation of the Contribution

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. and ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., prenamed and represented by their proxyholder, declare respectively that:

- they are the sole unrestricted owner of assets forming respectively the Contribution 1 and the Contribution 2 and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the transfer of the assets forming the Contribution is effective as from the day of the present deed, without qualification;
- all further formalities are in course in order to duly carry out and formalize the transfer of the assets forming the Contribution and to render it effective anywhere and toward any third party.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution and further to the increase in share capital referred above, the Members resolve to amend the first paragraph of article 6 of the Company’s articles of association, which shall henceforth read as follow:

“ **Art. 6.** The corporate capital is set at twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600.-) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares of one Euro (EUR 1.-) each.”

The other paragraphs of article 6 of the Company’s articles of association remain unchanged.

61527

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-Sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, who is known to the notary by his Surname, name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux janvier.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P., ayant son siège social au 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, Etat du Delaware (USA), enregistrée au registre de commerce de l'Etat du Delaware sous le numéro 2099701, et

ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., ayant son siège social au South Church Street, Uglan House, KY1-1104 George Town, Grand Cayman (Iles Cayman), enregistrée au registre de commerce des Iles Cayman sous le numéro CR-10177, ici représentés par Madame Sofia Da Chao-Conde, employée privée, demeurant à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données le 17 janvier 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. et ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., prénommées (les "Associés") ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les Associés détiennent toutes les parts sociales, représentant la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée constituée et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination Primi Investments S.à r.l., ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.641, constituée par un acte notarié de Maître Jean SECKLER, notaire résidant à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 janvier 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 735 du 20 mars 2012 (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500,-) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, détenues actuellement par ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. pour trois mille deux cent cinquante (3.250) d'entre elles et par ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P. pour neuf mille deux cent cinquante (9.250) d'entre elles.

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent Euros (100,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent Euros (12.500,- EUR) à douze mille six cent Euros (12.600,- EUR), par la création et l'émission de cent (100) parts sociales, d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune (ensemble les «Nouvelles Parts Sociales») et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

ELLIOTT ASSOCIATES, L.P., précitée, déclare souscrire à vingt-six (26) Nouvelles Parts Sociales, pour un prix de souscription de quatre-vingt-seize mille huit cent soixante-sept Euros (96.867,- EUR) incluant une prime d'émission de quatre-vingt-seize mille huit cent quarante et un Euros (96.841,- EUR) et de les libérer entièrement pas un apport en nature consistant en quatre-vingt-seize mille huit cent soixante-sept (96.867) certificats de participation préférentiels convertibles en capital («CPECs») émis par la Société, excluant le rendement accumulé et impayé y afférent, et contribués pour un montant de quatre-vingt-seize mille huit cent soixante-sept Euros (96.867,- EUR) (l'«Apport 1»).

ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., précitée, déclare souscrire à soixante quatorze (74) Nouvelles Parts Sociales, pour un prix de souscription de deux cent soixante-quinze mille sept cent Euros (275.700,- EUR) incluant une prime d'émission de deux cent soixante-quinze mille six cent vingt six Euros (EUR 275.626,- EUR) et de les libérer entièrement pas un apport en nature consistant en deux cent soixante-quinze mille sept cent (275.700) certificats de participation préférentiels convertibles en capital («CPECs») émis par la Société, excluant le rendement accumulé et impayé y afférent, et contribués pour un montant de deux cent soixante-quinze mille sept cent Euros (275.700,- EUR) (l'«Apport 2»).

L'Apport 1 et l'Apport 2 sont appelées ensemble l'«Apport».

Preuve de l'existence et valeur de l'Apport

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport a été donnée par une déclaration de la valeur d'apport établie par les gérants de la Société le 17 janvier 2014, attestant de la valeur de l'Apport et de la libre cessibilité des actifs le composant.

Réalisation effective de l'Apport

ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P. et ELLIOTT ASSOCIATES, L.P. précitées, déclarent respectivement, par leur mandataire, que:

- ils sont les seuls propriétaires sans restriction respectivement des actifs composant l'Apport 1 et de l'Apport 2 et possèdent les pouvoirs d'en disposer, ceux-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- le transfert des actifs composant l'Apport est effectivement réalisé sans réserve avec effet à la date du présent acte;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation des actifs composant l'Apport aux fins d'effectuer leur transfert et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Seconde résolution

Comme conséquence de la résolution précédente, et suite à l'augmentation de capital social tel que définie ci-avant, les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille six cent Euros (12.600,- EUR,-), représenté par douze mille six cent (12.600) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Les autres paragraphes de l'article 6 des statuts de la Société demeurent inchangés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société à raison du présent acte, sont évalués approximativement à la somme de deux mille euros (EUR 2.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie signe ensemble avec, Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 janvier 2014. Relation EAC/2014/1634. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039675/158.

(140045393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

BC Training, Brain Centred Training, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 163.017.

L'an deux mil quatorze, le onze mars.

Pardevant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1. Monsieur François Michel BRUYNINCKX, né à Tienen (B) le 26 juillet 1951, demeurant à L-3380 Bunsbeek, Oude Diestsestraat, 10,

2. Monsieur Guy THIRY, né à Liège (B) le 11 juillet 1956, demeurant à B-4681 Hermalle-sous-Argenteau, rue Joseph Bonhomme, 31,

3. Monsieur José RIGA, né à Houtain-Saint-Siméon (B), le 30 juillet 1957, demeurant à B-4681 Hermalle-sous-Argenteau, rue Florent Leruth, 24,

tous trois représentés par Monsieur Jean-Louis DUPONT, demeurant à Embourg (B), en vertu de procurations sous seing privé données au mandataire par les personnes précitées, lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci;

4. Monsieur Jean-Louis DUPONT, né à Hermalle-sous-Argenteau le 30 juillet 1965, demeurant à B-4053 Embourg, rue Joseph Bovy, 18,

lesquels comparants, ont exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training», en abrégé BC Training, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Wiltz, en date du 22 juin 2011, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2497 du 17 octobre 2011,

- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 163 017,

- qu'elle a un capital de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) divisé en deux cents (200) parts sociales de soixante-deux euros et cinquante cents (62,50.-EUR) chacune,

- que les comparants sont les seuls et uniques associés représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training» avec siège social à L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss,

Ensuite les comparants, agissant comme prédit ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Cession de parts

Monsieur Guy THIRY précité cède les quarante-cinq (45) parts sociales qu'il détient de la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training» à Monsieur Licio D'ONOFRIO, né à Castelforte (I) le 19 avril 1955, demeurant à B-4000 Liège, rue Bonne Fortune, 13.

Monsieur José RIGA précité cède huit (8) des parts sociales qu'il détient de la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training» à Monsieur Licio D'ONOFRIO et huit (8) parts sociales à Monsieur Jean-Louis DUPONT prénommé.

Lesdites cessions prennent effet à partir de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre.

Les cessionnaires sont subrogés dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées.

Sont intervenus aux présentes, Messieurs Jean-Louis DUPONT et Licio D'ONOFRIO, prénommés, lesquels déclarent accepter les prédites cessions.

Ils déclarent encore parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training».

Prix

Les cédants et les cessionnaires, déclarent que les présentes cessions se font pour le prix de:

- Parts cédées par Monsieur THIRY à Mr. D'ONOFRIO: 50.000 EUR

- Parts cédées par Monsieur RIGA à Mr. D'ONOFRIO: 20.000 EUR.

- Parts cédées par Monsieur RIGA à Mr. DUPONT: 20.000 EUR.

Les cédants déclarent avoir reçu le prix avant la signature du présent acte et hors présence du notaire dont quittance et décharge.

Approbation des cessions de parts

Monsieur Jean-Louis DUPONT prénommé, agissant en sa qualité de gérant unique de la société, déclare accepter lesdites cessions au nom de la société «Brain Centred Training» conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil et n'avoir entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet des susdites cessions.

Ensuite les associés de la société à responsabilité limitée «Brain Centred Training» ont requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés décident, en conséquence des cessions de parts ci-avant, de modifier l'article 5, des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en deux cents (200) parts sociales de soixante-deux euros et cinquante cents (62,50 EUR) chacune, réparties comme suit:

- Monsieur François BRUYNINCKX	60 parts
- Monsieur Licio D'ONOFRIO	53 parts
- Monsieur José RIGA	34 parts
- Monsieur Jean-Louis DUPONT	<u>53 parts</u>
Total: deux cents parts	200.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 950.-EUR.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J-L. Dupont, Anja HOLTZ.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 12 mars 2014. AC/2014/3621. Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 13 mars 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014039952/79.

(140046380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Dynamic Plus Equity Fund (Lux) SIF SICAV S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 167.476.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth of February.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

the extraordinary general meeting (the "Extraordinary General Meeting") of the shareholders of DYNAMIC PLUS EQUITY FUND (LUX) SIF SICAV S.A., a société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé under the form of a société anonyme, having its registered office at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 167.476, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg on 2nd March 2012 pursuant to a deed of the notary Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 770 of 23 March 2012 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have not been amended in the meantime.

The Extraordinary General Meeting was opened at 4 p.m., with Me Jonathan BURGER, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, as chairman.

The President appoints as secretary Mrs Alexia UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Me Sze-suen LI, Avocat, with professional address in Luxembourg.

The board of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Extraordinary General Meeting is the following:

Agenda:

1. Approval of the directors' report and of the auditor's report as at 31 December 2013;
2. Approval of the audited annual report as at 31 December 2013 and allocation of the results;
3. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation);
4. Appointment of Mr Christophe LENTSCHAT, born on 26th September 1972 in Thionville (France), with professional address at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg as Liquidator of the Company;
5. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company; and,
6. Discharge of the directors of the Company for the accomplishment of their respective mandates.

II. That the shareholder represented, the proxyholder of the represented shareholder and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the Extraordinary General Meeting, will remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

The proxy of the represented shareholder, initialled "ne varietur" by the appearing party, will also remain annexed to the present deed.

III. That it appears from the attendance list that thirty-one thousand (31,000.-) shares are present or represented at the meeting, representing 100% of the shares of the Company.

100% of all the shares of the Company being present or represented, the meeting is validly constituted and may properly resolve on the agenda.

IV. The shareholder being present or represented, it recognized itself as informed of the agenda of the meeting, the meeting can be therefore held without prior notice.

Then the Extraordinary General Meeting (the "General Meeting"), unanimously, took the following resolutions:

First resolution

After reading the reports, the General Meeting approves the directors' report and the auditor's report as at 31 December 2013.

Second resolution

The General Meeting approved the audited annual report as at 31 December 2013 as follows:

Total Net Asset USD 4,751,242

With the loss to be brought forward.

Third resolution

In accordance with articles 141-151 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and in accordance with the law of February 13, 2007 related to specialised investment funds, as amended (the "SIF Law"), the General Meeting decides to dissolve the Company and to start the voluntary liquidation proceedings.

Forth resolution

As a consequence of the above taken resolution, the General Meeting decides to appoint Mr Christophe LENTSCHAT, born on 26th September 1972 in Thionville (France), with professional address at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg as liquidator of the Company (the "Liquidator").

The General Meeting grants the Liquidator the following powers:

- The Liquidator has a mission to realise the assets and liabilities of the Company. The net assets of the Company, after payment of the liabilities, will be distributed in kind and in cash by the Liquidator among the shareholders in proportion to the shares held by them in the Company or in accordance with the terms of any future agreement to be made between the Company and the shareholders in this respect.

- The Liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the Law. It may accomplish all the acts provided for by Article 145 without the authorization of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested by law. It may waive all real rights, liens, mortgages, rescissory actions, grant release, with or without payment, of all lien and mortgage registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

- The Liquidator is exempted from drawing up an inventory and may refer to the accounts of the Company. It may, under its own responsibility and regarding special or specific operations, delegate such part of his powers as he may deem fit, to one or several representatives.

- The Liquidator may bind the Company through its sole signature. The Company will also be bound in all circumstances by the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Liquidator.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is only worded in English version.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with Us, the notary, the present deed.

Signé: A: UHL, S. LI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 06 mars 2014. LAC/2014/10498. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014040047/87.

(140046337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

**EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.)**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 105.382.

In the year two thousand and fourteen,
on the seventh day of the month of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed,

there appeared:

“EPP Marathon Alpha Holdings (Lux) S.à r.l.” (the “Company”), a company incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 105 381),

here represented by one member of the Board of Managers:

“LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.”, in abbreviation “INTERCONSULT”, a “société anonyme” governed by Luxembourg law, established and having its registered office at 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 40312),

here represented by two authorised signatories and validly authorised to sign jointly on behalf of said company:

- a) Mrs Alessia ARCARI, employee, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;
- b) Mr François MANTI, employee, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, validly authorized to engage said company by its individual signature in accordance with Article twelve (12) of the Company’s Articles of Incorporation.

The appearing party, in said capacity in which it acts, declared and requested the undersigned notary to document the following:

a) The appearing party “EPP Marathon Alpha Holdings (Lux) S.à r.l.”, is the sole shareholder (the “Shareholder”) of the company “EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.”, (the “Company”) [R.C.S. Luxembourg, section B number 105 382] a “société à responsabilité limitée”, organized under Luxembourg Law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, incorporated by a notarial deed on 30 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 327 of 13 April 2005 and the Articles of Incorporation of which have not been amended since.

b) The appearing party representing the whole corporate capital of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12'500.- EUR) then took the following resolutions:

First resolution

The Shareholder RESOLVED to change the Company’s corporate name from “EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.” to “EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l.”

Second resolution

In order to reflect such change of the Company’s corporate name, the Shareholder RESOLVED to amend Article FOUR (4) of the Company’s Articles of Incorporation. The sole associate RESOLVED to give the same Article FOUR (4) the following wording:

Art. 4. “The company will have the name EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l.”

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the representatives of the appearing party, the present deed is worded in the English language, followed by a translation into French, the English version being prevailing in case of divergences between the English and the French text.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representatives of the appearing party, known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, said representatives signed together with Us the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze,

le sept mars.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute,

a comparu:

«EPP Marathon Alpha Holdings (Lux) S.à r.l.» (la «Société»), une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 105 381),

ici représentée par son un membre du Conseil de Gérance,

“LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.”, en abrégé “INTERCONSULT”, une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 40312),

ici représentée par deux signataires autorisés et habilités à engager valablement ladite société par leur signature conjointe:

- a) Madame Alessia ARCARI, employée privée, avec adresse professionnelle au 7 Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg;
- b) Monsieur François MANTI, employé privé, avec adresse professionnelle au 7 Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg,

valablement autorisée à engager ladite Société par sa signature individuelle, en conformité avec l'article douze (12) de ses statuts.

Laquelle partie comparante, ès-dites qualités qu'elle agit, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

a) La partie comparante «EPP Marathon Alpha Holings (Lux) S.à r.l.» (la «Société») est la seule associée (l'«Associé») de la société «EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.», (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 105 382) une société responsabilité limitée, régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, constituée suivant acte notarié du 30 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 327 du 13 avril 2005, les statuts de laquelle n'ont jamais été modifiés depuis.

b) La partie comparante représentant l'entière du capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) a ensuite pris les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Associé DECIDE de changer la dénomination sociale de la Société de «EPP Marathon Alpha (Lux) S.à r.l.» en celle de «EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l.».

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit changement de la raison sociale, l'Associé DECIDE de modifier l'Article QUATRE (4) des statuts de la société.

L'associée unique DECIDE de donner à ce même Article QUATRE (4) la teneur suivante:

Art. 4. «La société prend la dénomination de «EPP Dames de Paris (Lux) S.à r.l.»»

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur la demande des représentants de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant sur la demande des mêmes représentants faire foi en cas de divergences avec la version française.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux représentants de la partie comparante, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. ARCARI, F. MANTI, M. SCHAEFFER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 mars 2014. Relation: EAC/2014/3631. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014040068/96.

(140046473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Diplomatic and Business Protection Group, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8824 Perlé, 4A, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 146.485.

L'an deux mil quatorze, le six mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Cyril MEKIES, né le 24 décembre 1967 à Paris, 11^e arrondissement et domicilié à F-75019 Paris, 10, rue Augustin,

ici représenté par Madame Myriam FRANCOQ, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 février 2014;

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé unique a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée "Diplomatic and Business Protection Group" (la Société), société de droit luxembourgeois, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 146.485 ayant son siège social au 4a, rue Neuve, L-8824 Perlé, constituée selon acte du notaire Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, publié auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1258 du 30 juin 2009. Les statuts de la société ont été modifiés la dernière fois suivant acte du notaire instrumentaire en date du 20 octobre 2011, publié auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2964 du 3 décembre 2011.

L'Associé unique déclare que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 2 des statuts de la société relatif à l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet les études, les conseils, les prestations de services pouvant concourir à la promotion, la publicité ainsi qu'à la vente de tous biens, ainsi que toutes interventions permettant ou facilitant le développement de toutes activités commerciales.

La société a également comme objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées;

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.»

2. Divers.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé unique représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'Associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet les études, les conseils, les prestations de services pouvant concourir à la promotion, la publicité ainsi qu'à la vente de tous biens, ainsi que toutes interventions permettant ou facilitant le développement de toutes activités commerciales.

La société a également comme objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées;

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social."

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Francq et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 mars 2014. LAC/2014/11815. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Référence de publication: 2014040032/64.

(140046602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Voltaire Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8081 Bertrange, 102B, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 97.692.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 5 novembre 2013

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur respectivement d'administrateur-délégué Monsieur Gilles CHAVANAC demeurant à L-8328 CAPELLEN, rue du Kiem, 61. L'assemblée générale renouvelle le mandat du commissaire aux comptes LUX-FIDUCIAIRE Consulting SARL ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe.

Les mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2017.

Rapport du commissaire aux comptes

Conformément aux dispositions légales et statutaires, et à l'article 62 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous rendre compte de l'exécution de notre mandat de commissaire aux comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012.

L'article 62 de la précitée loi n'impose pas au commissaire aux comptes de donner une attestation sur les comptes annuels au sens de l'article 252 § 4. Dès lors nous n'avons pas appliqué les normes de révision généralement admises en matière de révision légale.

Au 31 décembre 2012, la société présente un capital social de EUR 31.000,00 et une perte nette de EUR 428.764,11 qui se compose de la perte de l'exercice d'un montant de EUR 13.822,50 et de la perte reportée d'un montant de EUR 414.941,61, représentant plus de la moitié du capital social.

En vertu de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les actionnaires doivent décider la continuation de la société.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Pour la LUX-FIDUCIAIRE Consulting S.à.r.l.

Monique MALLER

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 22 octobre 2013

A été présent l'administrateur unique:

Monsieur Gilles CHAVANAC qui prend à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été approuvés.
2. Les comptes de bilan et de Profits et Pertes de l'exercice 2012 seront présentés à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et il sera proposé d'affecter la perte de l'exercice au montant de 13.822,50 € comme suit:

- Reliquats des exercices antérieurs:	- 414.941,61
- Reliquats des exercices antérieurs:	- 13.822,50
- Report à nouveau:	- 428.764,11

L'assemblée générale ordinaire sera convoquée à Luxembourg pour le 5 novembre 2013 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

1. Rapport du l'administrateur unique
2. Rapport du commissaire aux comptes
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat net
4. Décharge à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes
5. Décision en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers.

Gilles CHAVANAC.

Référence de publication: 2014040442/45.

(140046387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

A-Syst S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8232 Mamer, 3, rue de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 105.047.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014040518/10.

(140047174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Taché Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 52, rue du Maréchal Foch.

R.C.S. Luxembourg B 87.621.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.
Taché Investments S.A.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Director

Référence de publication: 2014040413/14.

(140046181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Sogefo S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wincrange, 78, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 108.554.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040392/10.

(140046610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Sairam Shipping S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 97.300.

La société Fiduciaire Belval S.A.R.L, ici représentée par Madame Benhara Fatma dénonce le contrat de domiciliation conclu le 28 novembre 2012 avec:

La société SAIRAM SHIPPING S.A., dont le siège social est situé au 25, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 97 300, avec date d'effet au 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Belval S.A.R.L

Mme Benhara

Référence de publication: 2014040369/13.

(140046498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Silver Sea Properties (Hailsham) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 92.470,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.173.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014040356/10.

(140046015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Rita Mar S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 95.365.

La société Fiduciaire Belval S.A.R.L, ici représentée par Madame Benhara Fatma dénonce le contrat de domiciliation conclu le 1^{er} janvier 2013 avec:

La société RITA MAR S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 95 365, dont le siège social est situé au 25, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 1^{er} janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Belval S.A.R.L

Mme Benhara

Référence de publication: 2014040339/13.

(140046502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.
